

**Enseignements et conclusions de la 6e Conférence méthodologique de l'IWEPS**  
**« Des indicateurs complémentaires au PIB, outils de connaissance et d'action pour le progrès**  
**sociétal »** 12 décembre 2014, Palais des Congrès de Namur

La 6<sup>e</sup> conférence méthodologique de l'IWEPS, organisée en collaboration avec le Bureau fédéral du Plan (BFP) le 12 décembre 2014 au Palais des Congrès de Namur, a rassemblé près de 250 participants venus de tous les horizons de la société. Cette conférence entendait partager les expériences et les savoirs sur la mesure du progrès sociétal aux niveaux international, belge et wallon, en s'intéressant aux composantes sociales, environnementales, économiques et institutionnelles du développement. A côté des présentations des travaux menés actuellement par les pouvoirs publics wallons et fédéraux sur le sujet, des orateurs issus d'organisations internationales, nationales et régionale sont intervenus. Les principaux enseignements et conclusions tirés des présentations et échanges qui ont eu lieu pendant cette conférence sont résumés ci-dessous.

Après avoir entendu l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), la Commission économique pour l'Europe des Nations-unies (UNECE), l'Institut national français de la statistique et des études économiques (INSEE), Statistics Netherlands (Centraal Bureau voor de Statistiek, CBS) et le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, la parole a également été donnée à des représentants de la société civile. C'est ainsi que le Réseau wallon de Lutte contre la Pauvreté, Business and Society Belgium, European Environmental Bureau et Associations 21 ont pu réagir aux interventions précédentes. La Conférence a été clôturée par une intervention du Ministre-Président wallon, Paul Magnette.

La conférence a montré que, tant au niveau international qu'en Wallonie et au niveau fédéral, il existe des dialogues et une recherche de convergences entre les organisations chargées de développer et diffuser ces indicateurs. Elle a aussi permis de distinguer deux grandes approches qui ont guidé la construction d'indicateurs de progrès sociétal au cours des dernières décennies, d'une part, des « indicateurs complémentaires au PIB » et d'autre part, des « indicateurs de développement durable ». La conférence a mis en évidence les nombreux points communs entre ces deux approches ainsi que les caractéristiques propres à chacune d'entre elles.

La dynamique internationale illustrée par cette conférence contribue à nourrir le débat sur les meilleures façons de mesurer et de favoriser le progrès des sociétés. Elle a notamment permis l'élaboration progressive d'indicateurs de développement durable au cours des années 90 et connu un nouvel élan en 2009, avec la Communication de la Commission européenne « Le PIB et au-delà » et le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi en France. Comme l'a montré la représentante de l'INSEE, de réelles innovations des instituts de statistiques, en particulier celles concernant une meilleure mesure de la répartition des revenus, du bien-être subjectif, ou encore de la soutenabilité environnementale en ont découlé.

L'adoption prévue en septembre 2015 d'un ensemble d'objectifs de développement durable valables pour tous les pays de la planète focalise aussi l'attention sur cette question. La mesure des progrès vers ces objectifs nécessitera en effet dans tous les pays des indicateurs de qualité sur des sujets variés, et pouvant être calculés pour différents niveaux géographiques.

Les travaux menés en Wallonie et au niveau fédéral tant sur les indicateurs complémentaires au PIB que sur les indicateurs de développement durable ont, dès le départ et dans un souci de cohérence, pris en compte, dans la définition de leurs propres indicateurs, les expériences et les recommandations d'autres pays ou organisations internationales. Réciproquement, ils ont alimenté des initiatives étrangères ou internationales, comme le montrent la participation de l'IWEPS aux

travaux en cours de l'OCDE sur la mesure du bien-être régional et local et la participation du BFP depuis 1993 aux travaux de l'ONU, de l'OCDE et d'Eurostat sur la mesure du développement durable et sur les comptes satellites.

Ces échanges croisés entre des institutions de tous les niveaux de décision (local, régional, national et international) sont cruciaux pour accroître la qualité et la convergence de toutes ces démarches. Pour aller plus loin dans une recherche de cohérence entre les différentes approches évoquées aux points précédents et encourager une convergence conceptuelle des démarches sur la mesure du progrès sociétal, l'analyse des experts de Statistics Netherlands (CBS) dans le cadre du projet e-frame « European framework for measuring progress » a identifié trois axes essentiels pour mesurer le progrès sociétal. Ces axes sont :

- le bien-être des générations actuelles dans un pays donné « *here and now* » ;
- le bien-être des générations futures « *later* » ;
- et le bien-être des personnes vivant dans d'autres pays « *elsewhere* ».

La session de la conférence consacrée à l'écoute d'organisations issues de la société civile a montré leur intérêt pour les outils de mesure du progrès sociétal, en mettant en évidence le rôle des indicateurs comme outils de connaissance et d'action :

- Certaines parties prenantes ont exprimé leur volonté, non seulement de participer aux décisions conceptuelles sur ces outils, mais aussi de les utiliser pour rendre compte de leurs responsabilités sociétales. Le débat a également mis en évidence un besoin de cohérence entre ces outils et les initiatives de certaines fédérations d'entreprises qui publient des rapports de développement durable mesurant à l'aide d'indicateurs les progrès faits par leurs membres vers un développement durable.
- Pour rendre possible la construction et l'utilisation d'indicateurs, les collectes régulières et rigoureuses de données sont indispensables. Ces données collectées sont nécessaires pour connaître l'évolution récente de problématiques identifiées et mettre en évidence des phénomènes émergents, notamment concernant les groupes les plus précarisés au sein de la société.
- Ni l'absence d'indicateurs ni les longs débats sur leur définition ne peuvent servir de prétexte à l'inaction quand suffisamment d'informations sont disponibles pour justifier une mobilisation. Si les indicateurs constituent un outil essentiel d'aide à la décision, leur rôle ne doit pas non plus être surestimé.

Les débats de la conférence ont également rappelé que les données officielles diffusées par les instituts de statistiques ne constituent pas les seules données utilisables pour connaître l'évolution de la situation. Des volumes gigantesques de données et d'informations sont aujourd'hui véhiculés par les technologies de l'information et de la communication. Le potentiel de ces « Big data » intéresse tant le secteur privé que le secteur public, comme en atteste la mise en place de groupes internationaux de haut niveau sur la modernisation de la production et des services statistiques.

Afin de mesurer ce qui compte pour l'ensemble des acteurs de la société et ne pas laisser aux seuls experts le choix des indicateurs, la mise en place d'un forum hybride composé de citoyens, de représentants de la société civile, d'élus, d'universitaires, de statisticiens et de producteurs de données, peut contribuer à faire émerger les problématiques à mesurer. Inspiré de l'expérience du Nord-Pas-de-Calais présentée à la Conférence, et pour autant qu'un encadrement basé sur l'expertise d'organisations scientifiques publiques en charge de statistiques puisse être assuré, un tel forum favoriserait les progrès sociétaux dans l'usage des indicateurs pour le pilotage des politiques publiques.

Le comité organisateur de la conférence (Sébastien Brunet, Philippe Donnay, Nadine Gouzée, Isabelle Reginster, Christine Ruyters, Natacha Zuinen)